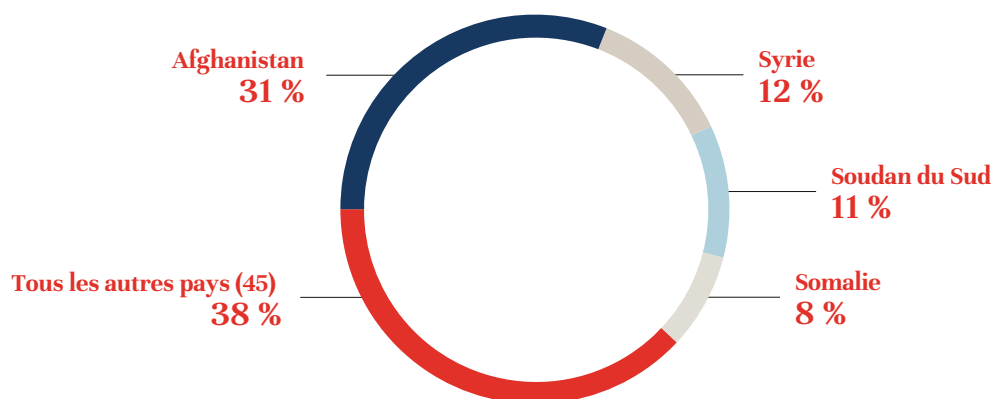


# Les effets de l'insécurité sur la couverture humanitaire

**L**a présente note d'information résume les principales conclusions du programme de recherche SAVE sur la présence et la couverture humanitaire.

Dans un petit mais critique nombre d'urgences humanitaires, la violence contre les travailleurs humanitaires augmente. Quatre pays représentent actuellement 60 pour cent de l'ensemble de ces attaques : l'Afghanistan, la Syrie, le Soudan du Sud et la Somalie. Plus de 1 000 travailleurs humanitaires ont été victimes de violences directes ou collatérales depuis 2011 ; blessés, enlevés ou assassinés, souvent en tant que cibles de procréation et outils pour la terreur ou la propagande. Plus de 300 ont perdu la vie.



Ces tendances sont bien mises en évidence dans la base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires ([aidworkersecurity.org](http://aidworkersecurity.org)) et dans ses rapports sur la sécurité des travailleurs humanitaires. Ce qui est moins bien compris est l'effet qu'ont ces attaques contre les humanitaires sur l'ampleur et la portée des opérations humanitaires, et sur le nombre de personnes dans le besoin qu'elles peuvent atteindre.

Les agences humanitaires ont-elles réussi à rester et à fournir de l'assistance dans les endroits les plus dangereux ? Ou les besoins humanitaires les plus pressants restent-ils insatisfaits ? Si les agences maintiennent une présence, quel est l'impact de l'insécurité sur la qualité de l'assistance qu'elles apportent ? Les bailleurs de fonds font-ils tout ce qui est nécessaire pour aider ?

Le projet SAVE est le premier grand effort pour répondre à ces questions. Afin de déterminer l'effet de l'insécurité sur la « couverture humanitaire », c'est-à-dire la proportion de personnes dans le besoin à qui l'assistance humanitaire parvient, l'équipe de recherche devait s'attaquer à la mesure la plus fondamentale de la présence humanitaire, c'est-à-dire la mesure dans laquelle les agences humanitaires opèrent dans les endroits les plus dangereux. En l'espace de trois ans, les chercheurs sur le terrain

ont recueilli des données primaires, mené 275 entretiens et ont sondé auprès de 3 000 praticiens humanitaires et personnes locales. Le présent document donne un aperçu des résultats de cette étude. Un compte-rendu plus détaillé des résultats et de la méthodologie se trouve dans le rapport principal ([en anglais](#)).

Sur le plan de la présence humanitaire et de la couverture des besoins, plusieurs conclusions clés se dégagent.

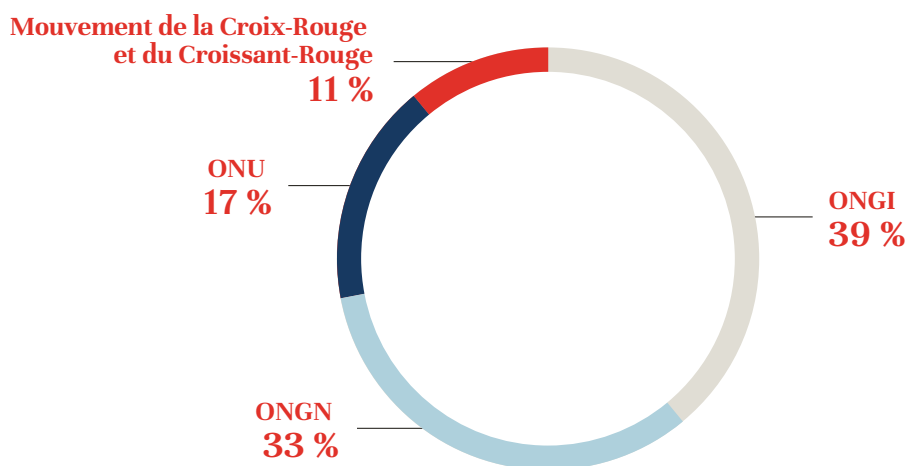
**1. Il existe un nombre relativement restreint d'agences humanitaires internationales qui interviennent régulièrement dans les pays les plus dangereux et elles ne sont pas assez nombreuses pour répondre à la demande.**

Seule une petite partie de l'ensemble des organisations humanitaires internationales répond régulièrement aux urgences les plus violentes liées au conflit. Les pays ayant le plus grand nombre d'attaques contre les humanitaires sont ceux qui accueillent le moins d'organisations humanitaires par dollar de financement. Les pays sans attaques attirent en moyenne plus de quatre fois le nombre d'organisations, relatif au financement.

**ENCADRÉ 1. QUELLES AGENCES HUMANITAIRES SONT EN MESURE D'INTERVENIR DANS LES ENDROITS LES PLUS DANGEREUX ?**

*En raison des conditions d'anonymat qui ont présidé à l'établissement de ce rapport, nous ne pouvons pas nommer les organisations qui interviennent dans les endroits les plus insécurisés. Ce que nous pouvons dire est que :*

- le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a mandat d'opérer dans les zones de guerre et tend à être présent dans les situations les plus violentes, tout comme les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ;
- les ONG nationales sont toujours parmi les plus présentes dans les zones dangereuses ;
- moins d'une douzaine d'ONG internationales figurent régulièrement parmi les plus présentes dans les environnements insécurisés ;
- trois agences de l'ONU figurent également parmi les 20 organisations les plus présentes, bien souvent dans des rôles de coordination plutôt que directement opérationnels.



**2. Dans les pays à haut risque, la sécurité est le facteur le plus important déterminant les lieux d'intervention des agences humanitaires.**

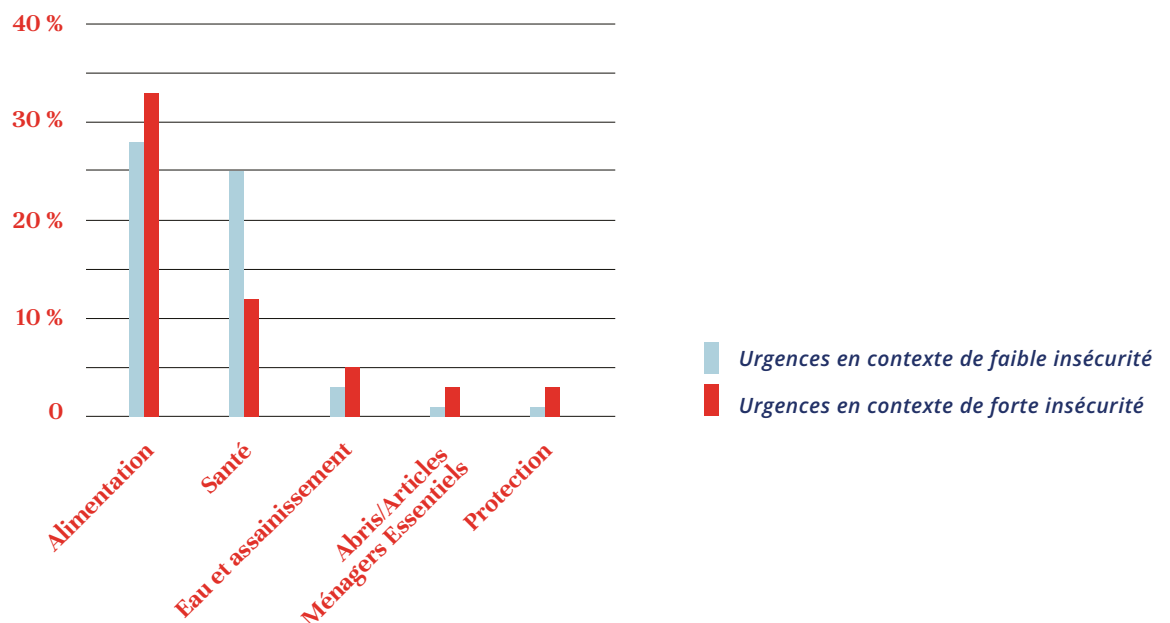
Plus le niveau de violence est élevé dans une région, moins les projets d'assistance y sont nombreux, même si la souffrance peut y être beaucoup plus importante. Le projet SAVE a pu démontrer cette relation entre la présence de l'assistance humanitaire et la sécurité grâce à une analyse quantitative rigoureuse. Les entretiens ont confirmé ce résultat. En effet, agence après agence, les membres de la direction ont affirmé que leur principale préoccupation lors de la prise de décisions concernant où intervenir était la sécurité, même devant les besoins des personnes ainsi que les fonds disponibles pour la mission.

**3. Dans les pays où la violence est la plus élevée, les agences humanitaires ont tendance à restreindre leur présence sur le terrain et à se concentrer dans les zones plus sécurisées, souvent en proportion inverse des endroits où les besoins sont les plus élevés.**

Face à une insécurité élevée, les agences humanitaires se retirent du niveau du district et concentrent leur présence dans les capitales provinciales ou nationales, ou dans des régions perçues comme plus sécurisées. En même temps, il est rare que les humanitaires se retirent complètement d'un pays face à une détérioration des conditions sécuritaires. Ils maintiennent une présence au meilleur de leurs capacités, mais cela peut être trompeur et peu profond. La principale exception au retrait des agences humanitaires des régions violentes s'observe dans les capitales, où elles plantent le drapeau de leur bureau national. Rester dans les capitales est essentiel pour des raisons de visibilité auprès des bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes. Cependant, la concentration des organisations humanitaires fait d'elles une cible et, comme en Somalie, elle peut les placer à proximité de l'objectif principal des combats, entraînant des dommages collatéraux. Nous appelons ce phénomène « le paradoxe de la capitale ».

**4. L'assistance fournie dans les environnements insécurisés est plus rudimentaire, les agences n'étant pas en mesure d'offrir une programmation complexe sur le plan technique ni de cibler les plus vulnérables.**

Les organisations dans les endroits très insécurisés sont contraintes d'adapter leur programmation pour la mitigation de risques, passant à une gestion à distance, à un recours accru auprès des partenaires locaux et à des distributions opportunistes et ponctuelles. Cela conduit à une assistance plus élémentaire, par exemple sous forme de l'assistance alimentaire, d'abris et d'articles d'hygiène. Les bénéficiaires d'une assistance dans ces endroits ont indiqué dans les sondages que l'assistance reçue n'était souvent pas ce dont ils avaient le plus besoin, par exemple la protection ou l'éducation des enfants dont la scolarité a été interrompue par la guerre. Ce problème de qualité est abordé plus en détail dans d'autres études SAVE ([en anglais](#)).



**5. Les politiques des bailleurs de fonds et les mesures incitatives à l'égard des agences humanitaires peuvent nuire à l'accès humanitaire et à la couverture humanitaire tout en rendant la présence d'assistance humanitaire plus robuste qu'il ne l'est.**

Les gouvernements bailleurs de fonds jouent un rôle complexe et parfois problématique dans l'élaboration de la présence humanitaire et de la couverture humanitaire. La neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agences humanitaires – des principes humanitaires fondamentaux – ont été menacées par des politiques antiterroristes et des stratégies de financement ayant pour effet de décourager les programmes d'assistance dans des territoires aux mains de l'opposition. Dans chaque cas de conflit civil, la couverture humanitaire était proportionnellement plus étendue dans les régions sous contrôle gouvernemental. Alors que certaines organisations humanitaires restent opérationnelles en cas de conflit actif, elles exagèrent souvent leur impact. Les incitations

à démontrer une présence aux bailleurs de fonds et au grand public en général peuvent masquer la réalité d'une empreinte limitée sur le terrain. L'effet pervers est que, sans le vouloir, les organisations humanitaires font souvent paraître la situation humanitaire moins désastreuse qu'elle ne l'est en réalité, compromettant leur plaidoyer en faveur des personnes qu'elles cherchent à servir.

#### **RAPPORT COMPLET**

Pour en savoir plus et pour citer ces travaux, veuillez vous reporter au rapport complet : Stoddard, A., et Jillani, S. avec Caccavale, J., Cooke, P., Guillemois, D. et Klimentov, V., 2016. *The Effects of Insecurity on Humanitarian Coverage* (rapport du programme de recherche Secure Access in Volatile Environments [SAVE] : [SAVEResearch.net](https://www.saveresearch.net)). Humanitarian Outcomes.